



Le 10 mars 2009

RENAULT CONFIRME SA PROPOSITION DE « CONTRAT SOCIAL DE CRISE »

Le 10 mars 2009, la direction et les organisations syndicales se sont rencontrées pour préciser les modalités d'indemnisation du chômage partiel au sein de Renault s.a.s. Cette réunion fait suite à la proposition, le 23 février dernier, d'un « contrat social de crise », fondé sur la solidarité et l'équité : la solidarité, pour permettre un maintien des rémunérations nettes jusqu'à 100% à toutes les catégories de personnel, et l'équité, par une contribution identique de chacun. La dernière réunion aura lieu le 17 mars prochain pour finaliser le contrat.

La direction de Renault a réaffirmé sa volonté de mettre en place le contrat social de crise, qui comprend deux priorités : maintenir l'emploi en généralisant le chômage partiel à tous les salariés de Renault s.a.s. et préserver les rémunérations de chacun.

Selon un principe de solidarité, la direction a confirmé que les ingénieurs et cadres ainsi que les ETAM au forfait, dont le salaire serait maintenu à 100%, contribueraient au fonds de gestion de crise par la non-acquisition d'un jour de Capital Temps Individuel (CTI) pour 5 jours chômés (dans la limite de 8 jours de CTI par an).

Les opérateurs et les ETAM non forfaités pourraient également bénéficier du maintien de leur salaire mensuel net à 100%, grâce à un complément apporté, d'un côté, par le fonds de gestion de crise, et de l'autre, par le rachat au volontariat d'1 jour de CTI pour 5 jours chômés.

Contact Presse : Benoît Coquille - Renault Presse : +33 1 76 84 64 69

www.media.renault.com, www.renault.com

Direction de la Communication

1967, rue du Vieux Pont de Sèvres – 92109 Boulogne Billancourt Cedex

Tel.: + 33 (0)1 76 84 64 69 – Fax: + 33 (0)1 76 89 08 56

Sites : www.renault.com & www.media.renault.com

© Renault - Direction de la communication / Corporate Communications